d'entre elles, mais pas à toutes. On me dit qu'il a communiqué au Gouvernement un mémoire portant que la Commission du service civil a déjà donné suite à la plupart des vœux adoptés à l'unanimité par le comité, l'an dernier, ce qui est faux, naturellement: la commission a fait très peu à ce sujet depuis la dernière séance du comité.

Voici une question sur laquelle la députation doit être renseignée. En dépit du travail ardu de tous les membres du comité sans exception, certains dirigeants de l'Institut Professionnel ont tenu en public, vis-à-vis de membres de la Chambre des communes, un langage antiréglementaire. Je ne lirai pas tout ce qui a été dit, mais la presse en a fait rapport; le *Journal d'Ottawa*, dans son édition du 29 novembre 1938, y a consacré un article de première page et la Presse canadienne en a parlé à la radio. Le président d'alors de l'Institut Professionnel nous a fait des excuses satisfaisantes et a rétracté le langage employé. Les fonctionnaires qui faisaient partie du ministère des Mines en ont fait autant; un autre employé du ministère de l'Agriculture nous a fait parvenir une rétractation qui était plutôt une amende honorable et que les membres du comité étudieront en temps opportun s'ils le jugent à propos, et enfin un autre fonctionnaire n'a rien fait parce que son ministre refusait d'agir. La correspondance est d'ordre confidentiel, mais avec la permission du ministre je vais la communiquer aux honorables membres intéressés qui en disposeront à leur gré.

On nous parle beaucoup du système de recrutement au mérite. Ce système existe-t-il réellement ou n'est-il qu'une expression sonore? J'ai reçu de M. Bland, de la Commission du service civil, une liste indiquant le nombre de fonctionnaires à l'emploi de la Commission depuis 1908 jusqu'à nos jours. Voici quelques chiffres pour les premières années:

Année	Nombre d'employés
1908..	5
1909..	8
1910..	10
1911..	13
1912..	20
1913..	20
1914-1915-1916..	17
1917-1918..	25

En ce temps-là, la Commission du service civil n'était pas le vaste organisme qu'elle est maintenant.

Avant de passer aux chiffres des années suivantes, je désire déclarer que la députation sera peut-être intéressée d'apprendre ce qui s'est passé à la Chambre en 1918, alors qu'un vrai système de recrutement au mérite, puisque quelques honorables représentants y

[M. Pouliot.]

croient, a été mis en vigueur. Il faut se rappeler que du temps du gouvernement unioniste il y avait des conservateurs et des libéraux qui ignoraient complètement par combien de votes libéraux et conservateurs ils avaient été élus. Ils ne savaient donc pas, cela va de soi, qui récompenser en accordant des emplois dans les services publics. Les plus éminents parmi ceux qui préconisaient le système de recrutement au mérite étaient: M. le juge Maclean de la cour de l'Echiquier, libéral en vue de la Nouvelle-Ecosse, l'honorable Newton Wesley Rowell, ancien chef libéral de l'Ontario, et M. Fred. Pardee qui est mort sénateur et qui avait été whip en chef du parti libéral au pouvoir et dans l'opposition de 1909 jusqu'à ce qu'il donnât son appui au gouvernement unioniste. Je trouve dans le *hansard* du 12 avril 1918, page 735, les paroles suivantes de M. A. K. Maclean qui était alors ministre suppléant des Finances:

Cette réforme ne pouvait se faire que dans les conditions politiques de l'heure actuelle. Mon très honorable ami (sir Wilfrid Laurier) eût-il été réélu au pouvoir, je n'ai aucun doute qu'il n'aurait pu introduire cette réforme dans le service public. De plus, eût-il été réélu au pouvoir à la tête d'un ministère conservateur, le premier ministre actuel n'aurait pu inaugurer une réforme de ce genre.

Voilà qui est fort intéressant: aucun parti n'aurait pu accomplir la chose: seul un gouvernement unioniste le pouvait. C'était l'une de ses réalisations. Je citerai les paroles d'un des membres les plus distingués de la Chambre, le très honorable ministre de la Justice (M. Lapointe), pour le prouver.

M. WOODSWORTH: Je fais appel au règlement. Si je comprends bien la motion, il s'agit d'instituer un comité. Les observations faites peuvent être très intéressantes au point de vue politique, mais je ne vois pas comment elles s'appliquent à la motion visant à instituer un comité qui devra faire enquête sur le service civil.

M. POULIOT: Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de l'appel au règlement, il suffit de se rendre compte que la motion demande qu'un comité de la Chambre soit institué "pour s'enquérir du fonctionnement de la loi du service civil, aussi bien que de tous les problèmes connexes, et soit autorisé à assigner des personnes," et le reste. C'est le fonctionnement de la loi du service civil qui fait le sujet de l'enquête, et la loi du service civil repose sur le système du mérite. Je suis donc parfaitement dans l'ordre en continuant de rapporter ce qui est arrivé dans le passé.

M. WOODSWORTH: Monsieur l'Orateur, je vous prie de rendre une décision. Est-il nécessaire de faire l'historique de la loi du